

Jean-Baptiste André Godin à Édouard Larue, 12 février 1873

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

7 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (13)

Collation 7 p. (65r, 66v, 67r, 68v, 69r, 70v, 71r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Édouard Larue, 12 février 1873, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 03/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/47319>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [12 février 1873](#)

Lieu de rédaction 28, rue des Réservoirs, Versailles (Yvelines)

Destinataire [Larue, Édouard \(1828-1902\)](#)

Lieu de destination Vervins (Aisne)

Description

Résumé Sur l'affaire Moine. Godin demande à Larue d'attirer l'attention du président du tribunal de Vervins sur la question du congé que se donnent les patrons et les ouvriers qui n'est pas réglée par le droit : si l'ouvrier ou l'employé peut donner son congé du jour au lendemain, le patron peut-il donner de même son congé à l'ouvrier ou à l'employé ? Godin précise un point soulevé à l'audience : les 900 fourneaux en retard mentionnés dans le rapport de Rochut, successeur de Moine, sont des fourneaux dont Moine avait négligé l'expédition depuis 6 à 7 mois, tandis qu'il y avait alors 12 000 fourneaux commandés à expédier, qu'il y en avait 7 400 en magasin et qu'on en produisait alors 1 100 par semaine.

Support La copie de la lettre utilise le papier du registre orienté dans le format paysage.

Mots-clés

[Appareils de chauffage](#), [Appareils de cuisson](#), [Conditions de travail](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#), [Travailleurs et travailleuses](#)

Personnes citées

- [Moine \[monsieur\]](#)
- [Rochut \[monsieur\]](#)

Lieux cités [Guise \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/03/2023

Dernière modification le 08/05/2025

Nervilles 19-février 1873.

Monsieur Larue,

La lettre par laquelle je vous priais
de m'envoyer à Paris mon dossier dans
l'affaire Maïne, afin de me permettre
d'en prendre connaissance avant l'audience,
est celle à laquelle vous avez répondu
concernant la question de l'extra, mais
en oubliant le reste de mon dossier.

22
dossier est resté incomplet et que j'ai
pu en prendre connaissance. Cette
affaire comporte pourtant une question
importante sur laquelle je regrette que
l'attention du tribunal n'ait pas été mieux
attirée. Je voudrais avec plaisir que vous
en signaliez de nouveau les points
suivants à l'attention de M. le Président.

La loi ne définit pas les obligations
entre employés, ouvriers, et patrons sur
le mode de congé qu'ils doivent observer
entre eux.

Depuis longtemps dans mon

usine, l'usage est de respecter la
 liberté des parties : l'employé comme
 l'ouvrier peuvent me demander à
 quitter du jour au lendemain, et leur
 compte est réglé aussitôt qu'ils le
 demandent. J'ai reconnu qu'il
 n'est pas convenable de contraindre
 l'ouvrier ou l'employé à travailler
 malgré lui ; ou il ne fait rien ou il
 fait un mauvais travail.

Si l'employé et l'ouvrier peuvent se
 retirer quand ils le veulent. Le patron
 peut-il renvoyer l'employé et l'ouvrier

de même ? Celle est la question qui
est pendante devant le tribunal de
Nervins.

Cette question a bien sa gravité
aujourd'hui dans notre état industriel;
si le patron ne peut renvoyer l'employé
sans indemnité, même dans le cas où
l'employé ne remplit pas son devoir,
l'employé aura intérêt à le mal con-
duire quand il voudra quitter un
établissement pour obliger le patron
à lui compter une indemnité en le
forçant à le renvoyer.

Car quand même l'employé se conduit mal et que le patron le prévient 1 mois, 1 ou 2 mois à l'avance de son renvoi, lorsque l'employé se rend impossible en ne faisant pas son travail, il n'y a pas jusqu'à ce jour de preuves légales ^{pour} constater ces faits.

Il semble donc que la liberté du patron, comme de l'employé et de l'ouvrier, doit rester entière jusqu'à ce que la loi ait tracé des règles, ce qu'il ne doit avoir d'autre obligation que celle des engagements pris de part et d'autre.

J'ajoute qu'il me semblerait utile
de dissiper aussi un malentendu qui
a paru naître à la fin de l'audience
sur les 900 journaux en retard signalés
dans un rapport de M. Rochet qui a
pris la suite de la fonction de M. Moine.
Il s'agit en ceci de journaux dont M.
Moine avait complètement écarté l'expé-
dition depuis 6 à 7 mois, et non pas des
demandes qui étaient à lever au moment
où M. Moine a quitté sa fonction; or
à ce moment-là il y avait 12 000
journaux en commandes à expédier.

il y en avait 7400 en magasin
environ, et on en faisait environ
1100 par semaine. Le tribunal
n'a pas paru bien comprendre cela.
Je vous prie de signaler ces points
à son attention.

Veillez agréer, Monsieur,
l'assurance de ma parfaite
considération.

Godin